

Afrique

De la République populaire du Congo

À l'ADESAF [1]

Espoir et désillusion

Ma passion, mon amour de l'Afrique sont nés à Brazzaville

Ma découverte de l'Afrique en République populaire du Congo en 1969.

Je suis petit fils de paysan breton, fils d'instituteur et institutrice de l'école publique, laïque. Lorsque je suis parti à Brazzaville pour un séjour de deux ans dans le cadre de la coopération, je ne connaissais pas d'autres pays que la France, l'Espagne et l'Angleterre. Je ne voulais pas effectuer mon service militaire après l'université où j'avais étudié l'anglais. Pour moi l'armée française symbolisait les guerres coloniales en Indochine et en Algérie. Il m'était totalement impensable d'intégrer l'armée française colonialiste même comme conscrit, alors que je la condamnais et contre laquelle je luttais au sein du PCF [2]. Je ne voulais pas prendre le statut d'objecteur de conscience qui était une variante juridiquement codifiée du service national à cause de ses conséquences judiciaires et parce qu'il enfermait dans un statut qui ne me correspondait pas totalement.

J'ai donc postulé pour effectuer mon service militaire dans ce qu'on appelait à l'époque « la coopération technique ». J'ai été accepté. J'ai eu beaucoup de chance. Je n'ai jamais effectué mon service militaire en uniforme, je n'ai jamais porté d'armes, je n'ai même jamais effectué le passage obligatoire dans un centre de sélection désigné à l'époque « les trois jours » qui avait remplacé le fameux « conseil de révision ».

Avant de partir en Afrique, j'ai été convoqué par le ministère de la coopération [3] à Aix en Provence pour effectuer un stage d'information et de formation de quinze jours. Nous étions environ une centaine de futurs coopérants qui devons partir enseigner différentes matières sur tous les continents. Nous étions quasiment tous des soixante-huitards, communistes, anarchistes, maoïstes, trotskistes, pacifistes, ce qui fit dire à la ministre de la coopération venue clôturer le stage, avec une cinglante ironie, que nous ne serons que des *"révolutionnaires d'opérette"* sans aucune connaissance du maniement des armes. J'avais trouvé cette remarque ironique assez pertinente.

Enseignant d'anglais à Brazzaville

J'ai donc été envoyé à Brazzaville comme professeur d'anglais de 1969 à 1970. J'ai enseigné au Collège Mafoua Virgil.

J'ai découvert une Afrique encore vierge ou presque des dégâts environnementaux et du néocolonialisme alors naissant. Le colonialisme avait certes déjà pillé l'Afrique mais pas

¹ ADESAF : Association pour le Développement Economique et Social en Afrique. www.adesaf.org

² J'ai adhéré au PCF en janvier 1968, à l'occasion de ma première paie, dans le superbe petit village de pêcheurs d'Etel où j'étais maître d'internat au collège d'enseignement technique.

³ Le ministère de la coopération a été créé par le Général de Gaulle en 1959. Il avait pour objectif de « *contribuer au développement des pays ayant acquis leur indépendance* » à la fin de la colonisation. Il a été intégré au ministère des Affaires Etrangères en 1999.

encore à l'échelle industrielle et pas encore avec les dégâts environnementaux colossaux que l'on connaît aujourd'hui. L'immense forêt du Mayombe était presque encore « forêt originelle ». [4]

J'ai été subjugué par ce pays au climat équatorial.

La fatalité du pétrole

L'exploitation à grande échelle du pétrole au Congo n'a vraiment commencée qu'en 1971, lorsqu'Elf-Congo démarre la production sous l'appellation « Emeraude marine ».

Lorsque j'y étais le pays n'était pas encore vraiment tombé sous la corruption mortifère qu'apportent toujours, et dans tous les pays africains sans exception, la découverte et l'exploitation du pétrole.

Ma rencontre presque cinquante ans plus tard avec Alain Gachet, « *Le sourcier des temps modernes* » [5], me confirmera le rôle politique assigné par la France à Elf-Congo avec de véritables actions de sabotage à l'encontre des gouvernements congolais qui agissaient pour que leur population bénéficie un minimum de l'exploitation du pétrole. En désaccord avec la politique de l'entreprise qui lui demandait de manipuler les cours de bourse afin que l'Etat congolais en perde les bénéfices, Alain Gachet démissionna.

Expulsé du Congo par l'ambassade France

Je n'ai malheureusement pas pu accomplir totalement mes deux années d'enseignements au Congo. Je me suis fait expulser en plein cours par l'ambassade de France devant les élèves sidérés. Je me souviens que c'était un cours de phonétique.

Deux autres camarades militants communistes effectuant également leur service militaire dans le cadre de la coopération ont été expulsés avec moi. L'un d'entre nous qui était un responsable de la Jeunesse Communiste en France a été consigné dans une caserne une quinzaine de jour. J'ai appris quelques mois plus tard qu'il est tragiquement décédé dans un accident de voiture alors qu'il venait quitter un meeting du Parti Communiste Français.

J'avais des convictions totalement incompatibles avec un soutien actif au néocolonialisme. J'effectuais mon service militaire dans la coopération. Un minimum de réserve était exigé. Je ne l'ai pas respecté.

La République populaire du Congo marxiste-léniniste

Le président de la République Populaire du Congo Marien Ngouabi, avait accédé au pouvoir un an avant mon arrivée, en septembre 1968. Il avait installé un gouvernement marxiste-léniniste. À l'aéroport de Maya-Maya une immense et magnifique banderole accueillait les voyageurs avec les portraits de Karl Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao Tse Tung.

J'ai pris rapidement contact avec le Parti Congolais du Travail (PCT), parti communiste congolais marxiste léniniste. J'y ai noué des liens très étroits avec un responsable du PCT professeur de philosophie, Zounas Makouya Medjo. Nous resterons très amis jusqu'à son décès. Victime d'un accident vasculaire cérébral à Brazzaville il fut envoyé en urgence à l'hôpital de la Salpêtrière à Paris. Je n'étais pas certain qu'il me reconnaissait quand je lui rendais visite. Il était très diminué. Zounas mourut après son retour en République populaire du Congo. J'ai perdu un ami très cher.

⁴ La forêt du Mayombe s'étant sur les territoires de la République Démocratique du Congo, de l'Angola, du Gabon et de la République du Congo. Massacrée par les forestiers occidentaux, et notamment français, qui en ont tiré des profits colossaux, elle a perdu plus de 80% de sa superficie depuis les années 50 !

⁵ Cf. **Alain Gachet** « Le sourcier des temps modernes » [Alain Gachet, sourcier des temps modernes ! \(alaindubourg.wixsite.com\)](http://alaindubourg.wixsite.com). Il obtint le prix de l'innovation Elf.

Zounas m'avait mis en contact avec le rédacteur en chef du journal « Etumba », (Lutte-combat en lingala). Avec mes deux camarades communistes coopérants nous avons commis un article dont l'intitulé assez provocateur était quelque chose comme « Coopération française et néocolonialisme ».

Des français colons racistes, exploiters

A Brazzaville je ne fréquentais que les africains et les russes à qui je donnais des cours d'anglais à l'ambassade d'Union Soviétique. J'étais toujours en vadrouille chez mes amis africains dans les deux grands quartiers de la capitale, Poto-Poto et Baongo, ce qui était en principe quasiment interdit aux coopérants.

Les colons français tous plus ou moins racistes exploitaient éhontément les travailleurs congolais. Il y avait aussi des racistes parmi les coopérants civils qui résidaient depuis plusieurs années à Brazzaville. Leurs privilèges exorbitants me révoltaient. Je ne supportais ni les uns ni les autres. Ils se racontaient en boucle des histoires racistes exécrables qui les faisaient tous éclater de rire.

La seule obligation que j'ai respectée était de ne pas avoir de relations personnelles avec des congolaises. Ce n'était pas trop difficile ma compagne m'avait rejoint à Brazzaville. Elle travaillait en contrat local à l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et donc avec un salaire de misère.

Ma rencontre avec Alphonse Massembat-Débat en résidence surveillée.

J'eus l'opportunité de rencontrer en 1970 le prédécesseur de Marien Ngouabi, Alphonse Massembat Débat ancien président du Congo de 1963 à 1968 dans sa résidence surveillée à Boko où il m'avait invité à lui rendre visite. Deux de ses enfants, Line et Robert Massembat-Débat étaient mes élèves au collège Mafoua Virgil, ce qui m'avait facilité l'obtention de cette rencontre.

Mon comportement était inacceptable pour l'ambassade de France. Ma rencontre avec l'ex président de la République Alphonse Massambat-Débat dans sa résidence surveillée en brousse ne fut certainement pas non plus de son goût, bien que ce ne me fût jamais signifié.

Ils sont donc venus me chercher en plein cours. Je me suis retrouvé dans l'avion pour la France. J'ai alors postulé pour un emploi à la compagnie nationale Air France. J'ai été embauché. J'ai effectué toute ma carrière professionnelle à Air France, avec une coupure d'un peu plus de trois ans - de janvier 1975 à avril 1978 - période durant laquelle j'étais permanent au Parti communiste français, élu 1er secrétaire de la section du PCF de l'aéroport d'Orly.

Excepté un retour assez désastreux à Brazzaville en 1985 dans un Congo déjà massacré par le néocolonialisme [6], je ne retrouverai l'Afrique qu'en 1990, dans le cadre d'une mission syndicale en Zambie auprès du syndicat de lutte de classe SACTU interdit en Afrique du sud dont les responsables bannis étaient condamnés à l'exil [7].

J'ai effectué de très nombreux voyages en Afrique. En Zambie après la libération de Nelson Mandela le 11 février 1990 [8], puis de très nombreuses fois en Afrique du Sud après

⁶ Cf. dans blog « *La ligne de chemin de fer Congo Océan, un mort par traverse* »

⁷ Cf. les deux textes dans le blog : « *Libération de Mandela, vers la société post apartheid* », et « *Le mouvement syndical sud africain vers la société post apartheid* » [Afrique du Sud | anarchoecolococo \(alaindubourg.wixsite.com\)](http://afrique.du.sud|anarchoecolococo.alaindubourg.wixsite.com)

⁸ Cf. dans ce blog les textes sur l'Afrique du Sud

l'élection de Nelson Mandela, en Guinée, au Sénégal, mais surtout au Burkina Faso et au Mali où je suis allé plus d'une dizaine de fois dans chacun de ces pays.

L'Afrique ne m'a jamais quitté. L'ADESAF naquit en octobre 2002

L'ADESAF

J'ai créé une Organisation de Solidarité Internationale (OSI), intitulée Association pour le Développement Economique et Social en Afrique (ADESAF) en octobre 2002, avec quatre ami.e.s. Elle a été enregistrée officiellement en janvier 2003. Nous étions cinq membres fondateurs deux amies de la diaspora sénégalaise et guinéenne, Diyé Diallo et Fatoumata Barry, une fidèle amie Elisabeth Sherpa, Michel Desaissement et moi-même.

Voyageur militant

J'ai effectué beaucoup de voyages en avion. A posteriori je ne suis pas très fier de mon empreinte carbone.

J'ai voyagé sur tous les continents excepté l'Australie. J'ai milité dans le monde, j'y ai effectué des missions, des voyages politiques, syndicaux [9]. Je me suis intéressé à la marche du monde. C'est un peu le sens que j'ai donné à ma vie : essayer de comprendre le monde dans lequel je vis. Une gageure, sans doute ?

L'essentiel que je retiens de ces voyages à travers le monde, sont les énormes dégâts commis partout par le système capitaliste prédateur des hommes et de la planète, mais aussi l'immense diversité des cultures que j'ai côtoyées, avec des visions différentes de la vie, de l'existence humaine qui me fascinent et qui s'opposent à la prétention dominatrice d'uniformisation mondiale culturelle des pays capitalistes occidentaux.

Une de mes plus fortes expériences anthropologiques, spirituelle restera le pays dogon animiste au Mali [10].

Militant anticolonialiste depuis mon adolescence

Je suis militant anticolonialiste depuis mon adolescence, engagement à l'origine de mon adhésion à la Jeunesse communiste en 1962 à Saint-Malo, ma ville natale.

Mon séjour de presque deux ans en République Populaire du Congo marxiste-léniniste, alors que ce pays venait d'acquérir son indépendance et sortait du colonialisme, a été décisif pour ma prise de conscience de ses méfaits, des dégâts irréversibles qu'il a causé. J'ai vite pris conscience que le colonialisme est un crime contre l'humanité.

Plusieurs siècles de pillages des ressources naturelles de l'Afrique, de soumission en esclavage ou dans une surexploitation d'êtres humains sans limite, m'ont convaincu que l'Occident a construit sa richesse au dépend des peuples africains, que notre « niveau de vie » incomparablement supérieur à celui des peuples africains provient de ces régimes d'esclavage, de colonialisme puis de néocolonialisme.

La vie si confortable et insouciante que j'ai vécue dans mon enfance, dans ma première adolescence, s'est réalisée au dépend de l'exploitation éhontée des peuples africains (entre autres). Je l'ai vite compris.

⁹ Cf. textes dans blog, Chili, Argentine, Nicaragua, Cuba, Afrique du Sud, Algérie

¹⁰ Cf. textes sur le pays dogon dans blog.

Je n'ai alors cessé de considérer que l'Occident capitaliste et la France en premier se devaient de réparer les dégâts commis. Ce fut ma motivation principale à la création de l'association OSI ADESAF. Mais elle s'avèrera en grande partie illusoire.

Premier projet en Afrique

En 2001 la direction d'Air France (compagnie aérienne dans laquelle j'ai été salarié 36 ans) décide de changer les ordinateurs des cadres du siège. Je vais voir le directeur de la communication François Brousse avec lequel j'avais de bons rapports. Je lui dis que ça allait coûter une fortune de changer tous les ordinateurs. Le mien était en excellent état, il n'y avait pas besoin d'être changé. Je supposais que c'était la même chose pour la plupart d'entre eux. Je ne me souviens pas de l'argument qu'il m'avait avancé pour justifier ces remplacements d'ordinateurs mais il me vint à l'idée de lui demander de me donner quelques-uns de ces ordinateurs pour l'Afrique. Il accepte immédiatement et m'en octroie une vingtaine, tous en parfait état de marche.

Ma rencontre au Burkina Faso avec Simon Compaoré

Le Parti Communiste Français m'avait donné des contacts de militants communistes et progressistes marxistes burkinabés. J'ai rencontré Simon Compaore, maire de Ouagadougou. Il avait été militant à l'Union des Luttes Communistes [11] avec Roch Marc Christian Kaboré [12].

Sous la présidence de Thomas Sankara, une mes références politiques africaines majeures, Simon Compaoré était directeur de cabinet de Blaise Compaoré le numéro deux du Conseil National, il supervisait les Comités de Défense de la Révolution (CDR) [13].

Je propose à Simon Compaoré de créer un centre de formation multimédia avec les vingt ordinateurs d'Air France. Le site sera inauguré par Simon Compaoré en 2002.



¹¹ L'union des Luttes Communistes-Reconstruite avait soutenu le gouvernement révolutionnaire de **Thomas Sankara**.

¹² **Roch Marc Christian Kaboré** deviendra beaucoup plus tard président de la République du 29 décembre 2015 jusqu'à très récemment le 24 janvier 2022.

¹³ Cf. petite biographie de **Thomas Sankara**, dans le bandeau d'accueil du blog.

Remise des ordinateurs à Simon Compaore maire de Ouagadougou

La rencontre à l'origine de la création de l'ADESAF

Serge Sautereau

J'ai créé en 1995 une association intitulée OMNES Air France - KLM [14]. Elle existe toujours. Elle regroupe les syndicats d'Air France et de KLM. [15]

Mon idée originelle était d'ouvrir les syndicats aux grandes problématiques du monde afin qu'ils puissent rivaliser avec les jeunes loups formés dans les "grandes écoles" capitalistes, auxquels le mouvement syndical était de plus en plus confronté dans les négociations [16]. L'objet de l'association OMNES était d'organiser des séminaires qui deviendront bilingues lorsque les syndicats de KLM y adhéreront. Nous publions régulièrement les actes des séminaires.

En 2002 le maquettiste et imprimeur des brochures des actes des séminaires d'OMNES, Serge Sautereau patron de l'agence de communication Dialogue & Stratégie, m'invite à déjeuner après plusieurs années de collaboration. Je le connaissais très peu. Nous n'avions que des relations professionnelles. La création du centre multimédia avec le maire de Ouagadougou au Burkina Faso vient tout naturellement dans la discussion avec un patron d'une agence de communication. Il semble immédiatement très intéressé.

« *Je veux travailler avec vous en Afrique* » me dit-il. Ma première réaction est de refuser. Serge Sautereau était patron d'une entreprise privée, je ne voulais surtout pas l'aider à tirer des profits supplémentaires de l'Afrique. Il m'assure que ce n'est pas du tout son intention. Il veut au contraire aider l'Afrique, « *dépenser de l'argent pour l'Afrique et ne pas en gagner* » ! Il met une seule condition à notre éventuelle coopération, que je sois le seul à me rendre en Afrique car il craignait ce continent pour des raisons de santé. Il ne me fit pas part de ses motivations. Je ne les comprendrais que deux ans plus tard lors de ses obsèques dans un village de la Nièvre. Des centaines de personnes y participaient. Un immense repas fut servi selon la tradition de nos campagnes [17]. J'appris que Serge Sautereau avait été un responsable de la fédération socialiste de la Nièvre. Il ne me l'avait jamais dit. Sans doute parce qu'il pensait que mes convictions communistes étaient incompatibles avec celles d'un ancien socialiste mitterrandien, ce qui n'était pas totalement faux [18] ? La patronne de l'Hôtel du Vieux Morvan où François Mitterrand résidait souvent, là même où il a annoncé sa victoire le 10 mai 1981, était assise à table à côté de moi. Elle m'a parlé de Serge mais surtout de Mitterrand dont elle avait gardé, m'affirma-t-elle, plus d'une centaine de lettres.

La création de Dialogue & Stratégie Ouaga

¹⁴ Cf. textes sur le blog et le site [OMNES Air France-KLM \(omnes-airfrance.com\)](http://omnes-airfrance-klm.com)

¹⁵ A propos d'OMNES Air France KLM, cf. également sur le blog « *Lettre à un ami de la CFDT* »

¹⁶ Dans les années 70, à l'époque de mon embauche à Air France, 70% de cadres étaient issus de promotions internes, lorsque j'ai quitté l'entreprise en décembre 2007 le pourcentage était inférieur à 10%. Les cadres supérieurs qui négociaient avec les syndicats étaient exclusivement issus des « grandes écoles ».

¹⁷ Au décès de mon grand-père un repas identique fut servi dans la cour de la ferme. L'alcool coulait à flot, tout le monde chantait. J'avais 12 ans, j'étais extrêmement choqué. Ce fut la seule fois où je vis mon père un peu ivre.

¹⁸ Dans une discussion j'avais confié à Serge Sautereau que je n'avais pas voté pour François Mitterrand en 1981, que je m'étais abstenu. Je me souviens de son étonnement. Peut-être cela l'avait-il dissuadé de me confier son passé politique ?

Avec Serge Sautereau nous décidons de créer une « filiale éthique » de communication à Ouagadougou au Burkina Faso. Elle s'intitulera « Dialogue & Stratégie Ouaga ». Tous les bénéfices produits par cette filiale y resteront. Aucun flux financiers ne devra exister de la filiale vers la maison mère.

On lance dans la presse burkinabè un appel à recrutement pour un(e) directeur (rice), quatre graphistes hautement qualifiés. J'effectue le recrutement avec deux graphistes dépêchés à Ouagadougou par la maison mère. Nous avons plus d'une vingtaine de demandes d'embauche. La sélection dure trois jours. On sélectionne une directrice, quatre graphistes. On embauche également un gardien.

Serge Sautereau envoie à Dialogue & Stratégie Ouaga du matériel informatique professionnel de haute qualité (ordinateurs puissants, imprimantes etc ...). Quelques-uns de ses clients en France acceptent de confier le maquettage de certaines de leurs productions à Dialogue & Stratégie Ouaga. Je réussis à convaincre le directeur de la communication d'Air France de donner un petit contrat de maquettage. Le conseil d'administration d'OMNES Air France accepte que la brochure des actes des séminaires y soit entièrement maquettée. Les travaux locaux seront plus difficiles à dénicher.

Le décès de Serge Sautereau

Dialogue & Stratégie Ouaga fonctionne depuis un an. Serge Sautereau m'appelle. Il venait de rencontrer le président de la Région Île-de-France Jean Paul Huchon qui serait d'accord pour effectuer des travaux de graphisme (de maquette) à Dialogue & Stratégie Ouaga au sein de la démarche d'aide au développement de la Région Ile de France.

Un gros contrat, « *Il va falloir embaucher de nouvelles personnes à Ouaga* » m'annonce Serge Sautereau. On doit se voir le lendemain. Mais le matin je reçois un appel de sa secrétaire qui m'annonce que celui qui était devenu mon ami était décédé dans la nuit.

Le problème endémique de la corruption

Le PDG de Dialogue & Stratégie Serge Sautereau décédé, les salariés parisiens exigent de ramener tous les travaux réalisés à Ouaga à la maison mère à Paris. Je prends un congé. Je pars 15 jours à Ouagadougou pour essayer de trouver des clients locaux. Mais il y a très peu de demande, et le système est extrêmement corrompu.

Deux exemples. La douane avait bloqué tout le matériel informatique l'aéroport de Ouagadougou. Elle exigeait un million de FCFA en dessous de table pour les débloquer. J'ai d'abord refusé. Mais j'ai vite compris que le matériel ne serait jamais débloqué, et sans doute disparaîtrait à terme si je ne m'exécutais pas. Nous avons dû lâcher un million de francs CFA [19]. Quelques mois après le démarrage de l'entreprise, le directeur des impôts à Ouagadougou me convoque avec la directrice de Dialogue & Stratégie Ouaga pour nous déclarer tranquillement que, je cite « *Les taxes aux entreprises sont très élevées au Burkina Faso, je pense que vous ne devriez pas toutes les payer* ». Sic ! Je l'ai vertement éconduit mais sa réponse est vite venue : l'entreprise a subi plusieurs descentes des inspecteurs des impôts dans les locaux, acte de harcèlement administratif caractérisé.

Autre problème lourd rencontré et très difficile à gérer, des clients pratiquaient un harcèlement sexuel à l'encontre de la directrice. Ils mettaient cette condition pour l'obtention de contrats. Nous avons été obligés de mettre un gardien dans le bureau de la directrice lorsqu'elle recevait des clients potentiels !

Nous n'avons pas réussi à trouver suffisamment de contrats locaux pour obtenir des comptes équilibrés. Nous avons dû fermer Dialogue & Stratégie Ouaga. Ce fut un réel déchirement.

¹⁹ Environ 1.500 euros

Dialogue & Stratégie Ouaga, naissance de l'ADESAF

J'avais besoin d'une association loi de 1901 pour conduire ce projet de solidarité et développement au Burkina Faso. Avec quatre ami.e.s nous décidons de créer une OSI avec une visée de développement économique et social en Afrique. Ce sera l'ADESAF. [20] Ni Serge Sautereau, ni son agence de communication à Paris ne seront membres de l'ADESAF afin d'éviter tout risque de conflit d'intérêt. L'objet de l'ADESAF était beaucoup plus large que la conduite de ce projet.

Lorsque je quitte treize ans plus tard la présidence exécutive de l'ADESAF en 2015, l'association intervient dans six pays d'Afrique subsaharienne. Cinq salariés résident en Afrique, conduisent les projets avec les associations locales, deux sont de nationalité malienne, Mouctar Kassogue technicien supérieur de l'action sociale et Mariama Ouologuem ingénieure agronome malienne de Bandiagara, collaboratrice à l'ADESAF. Cinq autres salariés gèrent les projets, les demandes de subventions au siège à Paris. Un jeune directeur, puis une jeune directrice tous deux très professionnels conduisent les activités de l'association avec une grande efficacité.

Aujourd'hui, l'ADESAF existe toujours formellement mais son activité est extrêmement réduite, voire inexistante dans la plupart des pays dans lesquels nous intervenions.

Quinze ans d'expérience et d'actions associatives en Afrique

Une expérience humaine personnelle d'une richesse exceptionnelle. J'ai fait des rencontres inoubliables. J'ai gardé de profondes amitiés. J'ai beaucoup appris de l'Afrique, des africains et africaines. Mon attachement à l'Afrique est profond, inaltérable.

L'Afrique fait partie de moi.

Professeur d'anglais en République Populaire du Congo, j'étais jeune et surtout je n'avais pas encore les outils pour une analyse et une compréhension rigoureuse de l'Afrique. Toutes mes années militantes au sein du PCF et la CGT, les formations que j'y ai reçues m'ont apporté par la suite ces outils d'analyse pour la compréhension de la société capitaliste dans laquelle nous vivons. A cette époque la formation militante communiste marxiste était très approfondie au sein du PCF. Je lui dois beaucoup. Elle s'est depuis malheureusement délitée.

Ma motivation communiste

Mon engagement politique communiste fut la motivation personnelle essentielle pour la création de l'ADESAF en octobre 2002. Pour moi elle était politique, idéologique. L'idée était d'apporter une totale autonomie à la population africaine là où nous intervenions.

L'action de l'ADESAF visait à ce que la population africaine puisse se libérer de l'aide au développement des pays occidentaux, de celle de la France en particulier, le plus rapidement possible.

Une « aide au développement » mortifère pour l'Afrique

Je partage l'avis de nombreux africains, africaines qui considèrent que l'aide au développement des pays dit développés est mortifère pour l'Afrique. Après des décennies d'aide au développement la réalité est là pour en apporter la preuve incontestable. L'aide au développement a empêché le développement endogène des pays africains, elle a pour objet

²⁰ Cf. dans blog, « Compte rendu de la première Assemblée Générale Ordinaire de l'ADESAF »

de maintenir les pays africains sous la férule néocoloniale. Et jusqu'ici cela a malheureusement bien fonctionné.

Je me réjouis de constater que les rapports de force bougent et j'ai espoir que l'Afrique se libère du néocolonialisme occidental [21]. Mais il est certain qu'il ne faudrait pas que l'Afrique (francophone) tombe sous la férule d'un nouveau néocolonialisme Russe, Indien, chinois ou turque.

La terrible contradiction des subventions publiques à l'ADESAF

Je me suis trouvé au sein d'une contradiction croissante et réelle. Je dis à la première personne du singulier car je ne me faisais aucune illusion. Si nous avions été majoritaire au sein du conseil d'administration de l'association à concevoir l'objet de l'ADESAF comme un outil anti colonial et de libération de africain.e.s de l'aide au développement, au fil du temps cette conception est devenue minoritaire. L'idée dominante était d'apporter de l'aide aux "pauvres" africains et africaines, ça n'allait pas jusqu'à l'insupportable et hypocrite démarche caritative des pays anglo-saxon, mais pas loin.

Une tendance à l'utilisation de l'association à des fins de valorisation personnelle, s'est développée ces dernières années. Mais je n'étais plus président exécutif. Aujourd'hui l'objet de l'ADESAF n'a plus rien à voir avec son objet initial, en tout cas tel que je le concevais. Aussi ai-je quitté l'association.

De sérieux désaccords sont progressivement apparus au sein du conseil d'administration. Les salariés l'ont quitté les uns après les autres. Il n'y a plus de salariés aujourd'hui à l'ADESAF. Il semble même qu'elle n'ait plus d'activités réelles. Cela m'attriste.

Le déclic de la guerre de la France au Mali

Pour moi la prise de conscience du piège néocolonial qui se refermait sur l'ADESAF a pris sa totale dimension, son entière acuité avec la guerre que la France a engagée au Mali, je devrais dire « contre » le Mali, en janvier 2013, et l'utilisation, l'instrumentalisation croissante de l'ADESAF.

J'ai prononcé une intervention virulente contre l'engagement armé de la France au Mali à la Maison de l'Afrique à Paris quelques jours après les premiers combats à Konna près de Mopti-Sévaré, dans la région du pays dogon où nous avions nos principales activités. Elle est intégralement reproduite dans ce blog. [22]

J'ai vite compris que la France avait besoin des associations bénévoles pour fournir une image de coopération et de paix, pendant qu'elle combattait des maliens, désignés comme djihadistes mais toutefois citoyens maliens.

L'ADESAF était instrumentalisée pour occuper le terrain, rendre plus difficile l'implantation politique et sociale des groupes djihadistes. « *Si nous ne maintenons pas notre présence associative dans le centre du Mali, là où l'ADESAF intervient, ce sont les djihadistes qui prendront la place* ». C'est quasiment mot à mot qui m'a été déclaré en 2014 à l'ambassade de France, déjà devenue un bunker militaire qui faisait penser à la fameuse « zone verte de Bagdad ».

Marc-Antoine Pérouse de Montclos nous rappelle avec pertinence dans un ouvrage intitulé « Les humanitaires dans la guerre » [23] que « *L'aide se déploie toujours en fonction d'impératifs stratégiques* ». En l'occurrence au Mali c'étaient des objectifs stratégiques

²¹ Au moment de la rédaction de ce texte, La France a déjà du partir de la République Centre Africaine (RCA), du Mali. Elle va devoir partir du Burkina Faso, et sans doute bientôt du Niger voire du Cameroun.

²² Cf. [L'intervention militaire de la France un drame pour le Mali \(alaindubourg.wixsite.com\)](http://alaindubourg.wixsite.com)

²³ Ed. La Documentation Française, page 36.

financiers et économiques mais aussi militaires. C'est l'expérience que j'ai faite durant ces dernières années d'activité associatives notamment au Mali et au Burkina Faso.

Abandonner les actions de solidarité en Afrique ?

Dit autrement, l'implication de l'ADESAF durant toutes ces années en Afrique de l'ouest et du centre a-t-elle été une erreur ? Oui parce que nous avons été instrumentalisés. L'ADESAF s'était spécialisée dans l'accès à l'eau potable, l'agriculture écologique, la formation générale et professionnelle.

Nous avons élaboré des projets d'accès à l'eau potable dans plus de 20 villages, avec de nombreux forages, la construction de châteaux d'eau et la mise en place de systèmes d'adduction d'eau vers des bornes fontaines, notamment au Togo au Burkina Faso dans la commune de Kokologho et au pays dogon au Mali dans la commune de Sangha [24]. Sans l'ADESAF ces villages seraient sans doute encore privés d'eau potable et continueraient à boire l'eau polluée des puits. L'hôpital de la commune de Sangha au pays dogon au Mali nous a affirmé que notre action avait diminué de 80% les maladies hydriques soignées dans l'établissement [25]. Je ne peux pas regretter ces résultats.

En matière d'agriculture avec notre ingénieure agronome malienne, Mariama Ouologuem, nous avons permis l'accès à une nourriture végétale diversifiée dans des villages au Mali et au Burkina Faso par la création de nombreux champs et jardins potagers. Au Cameroun nous avons développé un projet de culture d'avocats. Au Niger nous avons participé à un important projet agricole en partenariat avec une autre association.

Dans le domaine de l'éducation, au Mali, au Burkina Faso et en République du Congo nous avons construit et rénové des écoles, des cantines scolaires. Au Burkina Faso nous avons construit et créé un important centre de formation de mécanique agricole en internat et en externat.

Ce sont des réalisations qui permettent aux populations soit de se libérer des contraintes journalières et sanitaires lourdes, soit d'accéder à une réelle autonomie ou en en créant les conditions pour s'autonomiser, se libérer du dictat néocolonial.

L'effroyable drame de Sobanou

Le premier projet de l'ADESAF au Mali fut la construction d'une école en 2009, pour les deux villages de Sobanou Bas et Sobanou Haut. Une très belle élégante école en banco (terre crue), avec trois classes et une cantine adossée à un jardin potager initié par Mariama Ouologuem. Je m'y étais rendu à de nombreuses reprises. Les élèves fêtaient toujours l'ADESAF.

²⁴ Sangha est le haut lieu de la culture dogon. La commune de Sangha regroupe soixante villages avec une population globale de plus de 30.000 habitants. 10 villages-quartiers sont regroupés à Sangha, 6 villages sont situés sur le plateau rocheux et 44 villages sur la falaise et dans la plaine, là où l'ADESAF intervenait principalement.

²⁵ Les populations buvaient une eau des puits très polluée. La technique des forages dans les nappes pratiques a permis d'avoir une eau saine non polluée.



Le bâtiment principal de l'école de Sobanou



Les élèves d'une des trois classes avec leur instituteur, le directeur et Mouctar Kassogue de l'ADESAF

Dix ans plus tard en juin 2019, alors que la guerre fait rage au pays dogon, des djihadistes [26] attaquent pendant la nuit du 9 au 10 deux villages de la commune de Sangha, Sobanou Bas et Sobanou Haut (aussi appelé Sobane Kou ou Sobane Da), incendient toutes les maisons et abattent ceux qui tentent de fuir. Selon le maire de la commune de Sangha, Ali Inogo Dolo, seulement 50 survivants sur les 300 habitants des deux villages seront retrouvés. La plupart des élèves de l'école ont dû être massacrés. Quelques mois auparavant chaque écolier avait fait un dessin pour l'ADESAF, pour remercier l'association, ils nous avaient été envoyés par le corps enseignant. Cet effroyable massacre a profondément traumatisé les militants bénévoles et salariés.

15 d'actions solidaires, quel bilan ?

[L'intervention armée de la France en Afrique a détruit quinze années de travail.](#)

Aujourd'hui si l'ADESAF était encore en état de fonctionnement, au Mali, au Niger, au Burkina Faso nous ne pourrions même plus aller dans les communes et villages où nous avons ces activités.

Avant l'intervention française au Mali, il n'y avait pas de problème sécuritaire sérieux au pays dogon. L'arrivée de l'armée française a d'abord été saluée par une majorité de maliens. Au printemps 2013 au centre du Mali sur la route du nord, mon véhicule souvent encadré dans une colonne militaire française, je voyais des villageois agiter avec joie des petits drapeaux français qui leur avaient été gracieusement distribués par la France. Cela m'attristait beaucoup de constater à quel point la population malienne était manipulée.

[Mon analyse rejetée par mes ami.e.s malien.ne.s](#)

Presque tous mes ami.e.s malien.ne.s me disaient être en désaccord avec mon analyse, notamment mes ami.e.s dogons qui étaient persuadé.e.s que la France les avait sauvé.e.s et allait les débarrasser des djihadistes. C'est le contraire qui s'est produit. Aujourd'hui les djihadistes et groupes de bandits règnent en maître au pays dogon.

[L'arnaque vite démasquée](#)

²⁶ Les survivants affirmeront que les terroristes criaient « Allah Akbar ».

La population malienne a très vite compris l'arnaque. J'ai pu constater dès 2014 une montée rapide de l'hostilité contre la France qui évoluait même souvent en expression de haine à son encontre.

Ma dernière mission ADESAF au pays dogon a eu lieu en 2015. Le maire de la commune de Sangha m'a demandé de ne plus m'y rendre car, affirmait-il « *je ne pourrai pas garantir votre sécurité* » et ajoutait, « *je ne connais plus les jeunes de ma commune, ils en sont souvent absents. Quand ils reviennent je ne sais pas où ils sont allés* ». Il le savait certainement, ils portaient dans les camps d'entraînement des groupes djihadistes, mais c'était indicible.

Je ne suis pas retourné en Afrique, dans aucun pays, depuis cette date.

Le colonialisme, « crime contre l'humanité »

Des dommages irréversibles.

L'histoire gardera sans doute le rôle destructeur, criminel de la France coloniale, néocoloniale dans les pays d'Afrique de l'ouest et du centre. Les destructions environnementales, les pillages des ressources, la colonisation culturelle violente, aliénante, dont les conséquences persistent lourdement aujourd'hui, au XXI^{ème} siècle.

Précéder à une évaluation rigoureuse des dommages.

Les peuples des pays africains colonisés des siècles par la France doivent procéder avec des universitaires, chercheurs africains et français à l'évaluation des dommages, des destructions, des crimes perpétrés par la puissance coloniale et exiger des réparations. Celles-ci devront profiter aux peuples et non pas aux élites locales vénales, corrompues. Ce qui exigera des mesures particulières pour garantir que les réparations iront exclusivement et totalement à la reconstruction des pays.

La France colonialiste, néo colonialiste doit réparer

Le colonialisme a empêché durant des siècles un développement endogène, intrinsèque, autonome de ces pays. Il a tout détruit, les cultures, il a imposé sa religion, sa langue, sa culture. Il a pillé les ressources naturelles et humaines.

Les pays africains doivent obtenir leur souveraineté financière, abandonner le Franc CFA [27]

Un groupe de travail entre La France et des représentants des peuples des pays décidés à abandonner le FCFA doit être créé. Il aura pour objet d'évaluer avec la plus grande rigueur possible les dommages de la colonisation dans tous les domaines, économiques, financiers, sociaux, culturels et établira les réparations qui correspondent aux effets délétères.

Alain Dubourg

Viella, le 5 octobre 2022

Tous ces sujets seront traités et développés dans un prochain texte qui sera mis en ligne sur le blog. Vous serez averti.e.s si vous vous êtes abonné.e.s.

²⁷ L'abréviation CFA a signifié, de 1945 à 1958, « Colonies françaises d'Afrique ». Aujourd'hui « Communauté financière africaine » pour l'UEMOA, « Coopération financière en Afrique » pour la CEMAC.